Fiche projet - Vers une gouvernance concertée des écosystèmes du littoral

Informations générales

PROJET EN COURS

Date de début : janvier 2013
Date de fin : décembre 2021
Localité : Ziguinchor

Zones d'intervention : Afrique centrale, Afrique de l'Ouest
Pays d'intervention : Guinée équatoriale, Guinée-Bissau, Sénégal

Budget : 3 348 000 €
Financeurs régionaux : --
Financeurs nationaux : Agence française de Développement, CFSI, Union Européenne
Autres financeurs : --

Secteurs d'intervention : Biodiversité, Environnement
Objectifs de Développement Durable

Porteur du projet

GRDR - Migration - Développement - Citoyenneté

Type de structure : ASSOCIATIONS, Antenne d'association nationale
Pays d'intervention : Algérie, Burkina Faso, France, Guinée équatoriale, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Sénégal, Tunisie
Secteurs d'intervention : Agriculture - Souveraineté alimentaire, Appui - Conseil - Formation, Migrations

Adresse : 235 Boulevard Paul Painlevé, 59000 LILLE
Représentant : Mme Domitille Roucou

Le Grdr-Migration, Citoyenneté, Développement Acteur depuis bientôt 50 ans en Afrique de l'Ouest (Mali, Mauritanie, Sénégal, Guinée-Bissau), en France et plus récemment au Maghreb, le Grdr intervient dans des territoires frontaliers connaissant de fortes mutations démo-économiques. L'association promeut la gouvernance citoyenne des territoires en intégrant les mobilités comme facteur de développement durable et de solidarités. Le Grdr agit sur le double-espace de la migration et se positionne comme un centre de ressources au service des territoires dans lesquels il est implanté dans la durée.

Contact

Julia Rerolle, coordinatrice du programme, basée à Bissau. julia.rerolle@grdr.org

Zoé Vauquelin, référente "double-espace" basée à Montreuil. zoe.vauquelin@grdr.org

---

Contexte

Le PGCL est un programme pluriannuel et multi-pays. Il se concentre sur cinq régions du littoral ouest-africain (voir carte) qui connaissent de fortes pressions liées à la croissance démographique, à l'urbanisation et aux effets des changements climatiques. Par ailleurs, ces territoires regorgent de ressources renouvelables et non-renouvelables. L'exploitation de ces ressources est alors un élément important dans les flux économiques régionaux et mondiaux. Pour autant, les bénéfices sont très souvent inégalement répartis et ne profitent pas à l'ensemble des populations.

Partenaires locaux

Le programme est mené en partenariat avec les collectivités et autorités locales des territoires cibles, l'Université Assane Seck de Ziguinchor, des associations de ressortissants de ces régions (diaspora résidente en Europe) et plusieurs organisations de la société civile locale : CRCR Ziguinchor, AFEX, ConGAI, IDEE Casamance, associations de ressortissants du littoral.
Il mobilise en outre une expertise sectorielle externe : CRATerre, UNS, CIEDEL, etc.

Objectifs du projet

Le programme vise d'une part à identifier les conditions d'un dialogue entre citoyens et autorités locales pour faire émerger des politiques favorables à un développement durable équitable, et d'autre part à impulser des dynamiques socio-économiques distributives et résilientes aux chocs socio-climatiques.

Activités

Première phase – 2013-2017 Au cours d'une première phase de recherche-action mobilisant différents acteurs (ONG, structures de recherche-développement, producteurs, collectivités locales etc.), plusieurs projets ont permis de produire des effets concrets positifs sur les conditions de vie des familles et les ressources naturelles. Cette approche a

également permis de favoriser le développement de partenariat entre acteurs et le décloisonnement des approches. Les projets portaient par exemple sur le développement de la saliculture solaire sur bâche ou la gestion alternative de l'eau dans les périmètres rizicoles. Deuxième Phase – 2017 - 2021 La deuxième phase actuellement en cours vise à renforcer les processus concertés de développement territorial, ceci dans l'objectif d'augmenter les capacités de résilience des territoires et de permettre une régulation consensuelle et durable de l'accès aux ressources. Les processus de décentralisation en cours (Sénégal, Guinée) ou en perspective (Guinée-Bissau) et l'émergence d'une société civile locale forte comptent parmi les principaux facteurs favorables à cet objectif.

Résultats

Les acteurs des territoires cibles améliorent leurs capacités à mettre en œuvre des actions de développement local tout en intégrant l'objectif de l'atténuation des changements climatiques et de l'adaptation des territoires aux changements climatiques

Les exploitations familiales et les micro-entreprises du littoral génèrent des revenus tout en préservant les écosystèmes et en limitant les externalités négatives de leurs activités